

« C'est un esclavage »: le père du premier bébé-épiprouvette vent debout contre la GPA

Connu pour ses travaux ayant abouti à la naissance du premier bébé-épiprouvette français en 1982, le professeur René Frydman est un ardent défenseur des techniques de PMA et un fervent militant de la PMA pour toutes. Mais son combat pour la fertilité à tout prix s'arrête clairement à la GPA qu'il qualifie ni plus ni moins de "prostitution" et d'"esclavage".

Quand les mots pour dénoncer la gestation pour autrui (GPA) sortent de la bouche du père scientifique du premier bébé-épiprouvette, ils devraient interpeller d'autant plus. Alors qu'il a été aussi loin que possible dans ce que la médecine permettait de faire pour aider les couples infertiles à concevoir, le professeur René Frydman, 78 ans, a toujours considéré la GPA comme une ligne rouge à ne pas franchir. Dans son dernier ouvrage Le Dictionnaire de ma vie, à paraître ce 27 avril aux éditions Kero, il développe un argumentaire cinglant et convaincant selon lequel la GPA n'est autre qu'un « abandon organisé » de l'enfant et une forme d'esclavage moderne de la femme.

René Frydman a pourtant été un avant-gardiste durant ce qu'il appelle « les 40 glorieuses de la gynécologie ». En 1973, il signe le manifeste des 331 médecins qui avouent avoir déjà pratiqué un avortement, un délit à l'époque. En 1982, avec le biologiste Jacques Testart, il permet la naissance du premier bébé-épiprouvette en France, conçu par fécondation in vitro (FIV), puis celle des premiers bébés français conçus à partir d'ovocytes congelés. En mars 2016, il signe une tribune dans Le Monde avec 130 médecins et biologistes qui reconnaissent avoir aidé des couples homosexuels à avoir des enfants en infraction avec la loi. Son dernier combat concerne l'extension de la PMA à toutes les femmes, célibataires ou homosexuelles.

Néanmoins, lorsqu'il s'agit de GPA, il n'est plus question d'avoir « droit » à un enfant. « En quoi avoir un enfant est-il un droit ? Il n'est inscrit dans aucune Constitution du monde » s'interroge-t-il dans son dernier ouvrage, dénonçant fermement le « droit à la parentalité » en vogue aujourd'hui.

Abandon organisé

René Frydman commence son réquisitoire contre la GPA en soulignant toute l'hypocrisie ambiante et grandissante pour cacher et ignorer la réalité de cette pratique : si dans les années 1980, on parlait de « mères porteuses », l'expression « grossesse pour autrui » apparaît dans les années 1990. « D'une location, on passe au don », souligne-t-il judicieusement. « Ou l'art d'enrober d'affect

la gestation afin de la rendre plus présentable. Encore un effort, et on va nous parler d'amour, de générosité. » C'est bien ce que la formule actuelle de « GPA éthique » sous-entend. Or pour le professeur, le principe même de la GPA n'est absolument pas le don mais plutôt l'abandon. Un abandon programmé, intentionnel, contrairement à l'abandon d'un enfant par une femme qui le confierait à l'adoption. « Il n'y a pas, de la part de la mère d'origine, une volonté de concevoir un enfant dans la seule finalité de l'abandonner ». Or c'est ce qui se passe avec la GPA. « C'est un abandon organisé, programmé, monnayé. Pire, dans la mesure où la médecine intervient, c'est un abandon sur ordonnance ! »

Prostitution et esclavage

Le professeur s'étonne du peu de réactions de la part des féministes au sujet de la GPA. Car pour lui, il s'agit « d'une grave violence faite aux femmes ». Outre les conséquences psychologiques sur la femme (faire abstraction de sa grossesse, ne pas s'attacher à l'enfant...), il s'agit de la commercialisation de son corps. « Disposer du corps d'une femme durant douze mois en moyenne comme d'une machine à procréer n'est rien de moins qu'une aliénation d'autrui, qu'une prostitution, que de l'esclavage. » Il appelle les pays autorisant la GPA à l'éradiquer au nom même de ce principe fondamental qu'est la non commercialisation du corps. « Ce serait un progrès aussi important que l'abolition de la peine de mort. On peut mettre tout le sucre qu'on veut pour dire les choses, cela ne changera rien à ce qui est une forme d'esclavage. L'autoriser est une régression, ce serait nier la valeur du progrès, cet humanisme qui veut qu'on protège avant tout les plus faibles. » Une formule presque évangélique.

Mathilde De Robien de Aletia

Le 27/04/2022